



LES PROMOTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA LIGNE DE MIRE DE L'AP-HP !

La Direction Générale de l'AP-HP continue son offensive contre ses personnels.

Considérés comme un coût et pas comme une richesse pour l'institution, les personnels subissent depuis de nombreuses années des suppressions d'emplois, des pressions sur les plannings et une vie professionnelle de plus en plus anxiogène.

Comme si cela ne suffisait pas, **l'AP-HP s'attaque maintenant aux promotions professionnelles**, principal ascenseur social de notre institution.

Ainsi les aides soignant(e)s qui s'inscrivent aujourd'hui au concours des IFSI ont reçu un courrier leur indiquant que **leurs études ne seraient pas prises au titre de la promotion professionnelle** (salaires pris en charge pendant 3 ans) et qu'ils devront se financer par leurs propres moyens. Ceci après que le Directeur Général et ses collaborateurs aient assuré tour à tour, au conseil d'administration (18/12/09) et aux syndicats, que l'AP-HP ne touchait pas à la formation ! **Le mensonge à l'état pur !**

Quant aux concours d'IADE, IBODE, Kiné, soit ils seront supprimés en 2010 (IADE) soit réduits à la portion congrue (1 kiné) !

Il faut bien payer le déficit de l'AP-HP (déficit créé par la T2A) et surtout les emprunts toxiques contractés par la direction générale qui **a joué les fonds publics sur des marchés risqués**.

Comme d'habitude, c'est encore le personnel qui va trimer et qui va trinquer pendant que d'autres se poseront en stratèges, échafaudant d'autres projets qui

réduiront l'importance de l'AP-HP et de l'hôpital public dans la région.

Alors que le coût de la vaccination de masse, **s'est révélé une véritable gabegie au seul profit des laboratoires pharmaceutiques** équivaut au déficit de l'ensemble des hôpitaux publics, le Ministère de la santé persiste et signe !

Il s'agit bien d'un choix politique que de laisser les hôpitaux s'enfoncer dans des déficits et de gaspiller l'argent de la sécurité sociale (notre argent) pour gonfler les dividendes des laboratoires !

Les personnels et les patients ne doivent pas payer ces choix criminels qui nous entraînent inexorablement vers l'appauvrissement de notre système de santé public.

Plusieurs voix se sont élevées pour dire non à cette politique de casse du système de santé.

Certains médecins de l'AP-HP, qui s'étaient pourtant volontaires au début de la réforme s'aperçoivent aujourd'hui des dégâts engendrés et ont menacé de démissionner de leurs fonctions administratives. **C'est un début, mais cela ne suffira pas.**

Il faut une mobilisation de toute la communauté hospitalière pour mettre fin à cette politique de casse de l'hôpital public.

Avec l'intersyndicale organisons une riposte unitaire face aux coups tordus de l'administration.

Janvier 2010